



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/IG

**Arrêté préfectoral imposant à la société CROMOLOGY RESEARCH & INDUSTRY NORD  
des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation  
de son établissement situé à WORMHOUT**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les livres I,II et V ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et créant la rubrique 1978 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510, 4741 ou 4745 » ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2662 (stockage de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 février 2010 autorisant la société TOLLENS PRODUCTION NORD dont le siège social est situé zone industrielle de la Kruystraete 59470 WORMHOUT en vue d'exploiter une usine de fabrication de peintures sur son site implanté à la même adresse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2024 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu la demande d'antériorité pour la rubrique 1978 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 ;

Vu le porter-à-connaissance du 15 février 2022 relatif à un projet de modification de l'installation de traitement des eaux de process ;

Vu le rapport du 8 novembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance les 13 février 2023, 17 mars 2023 et 12 novembre 2024 ;

Vu les observations présentées sur ce projet par l'exploitant les 22 février 2023, 31 mars 2023 et 12 novembre 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. la société CROMOLOGY RESEARCH & INDUSTRY NORD a le projet de modifier son installation de traitement des eaux de process ;
2. cette modification n'engendre pas d'impacts environnementaux et sanitaires supplémentaires ;
3. les modifications apportées ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1 – Objet

La société CROMOLOGY RESEARCH & INDUSTRY NORD dont le siège social est situé zone industrielle de la Kruystraete à 59470 WORMHOUT, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de son site situé à la même adresse.

## Article 2 – Tableau de classement

Le tableau de classement figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté du 18 février 2010 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique de classement	A, DC, NC (1)	Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation
2640-a	A	Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication ou emploi de) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410. La quantité de matière fabriquée ou utilisée étant : a) supérieure ou égale à 2t/j	La consommation de titane et pigments est de 21 t/j
2662-2	D	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. supérieure ou égal à 100 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Le volume susceptible d'être stocké est de 900 m <sup>3</sup> (14 silos représentant 351 m <sup>3</sup> + stockage en IBC dans l'atelier)
2925-1	D	Accumulateurs (ateliers de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	La puissance maximale électrique total s'élève à 55 kW
1978	D	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 17. fabrication de mélanges pour revêtements, de vernis, d'encres et de colle, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 100 t/an (D)	La consommation de solvant est supérieure à 100 t
4510-2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC)	La quantité susceptible d'être stockée est de 43,5 tonnes

2663-2-b	NC	<p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 10 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Le volume de matières plastiques susceptibles d'être stocké est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 800 m<sup>3</sup> de boîtes plastiques, couvercles, film et gaine housseuses dans le bâtiment de stockage (représentant un tonnage environ 120t) ;</li> <li>- 8 m<sup>3</sup> d'étiquettes plastiques dans l'atelier de production ;</li> <li>- 100 m<sup>3</sup> d'IBC plastiques dans la cour extérieure ;</li> </ul> <p>soit un volume total de 998 m<sup>3</sup></p>
1510-2-c	NC	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) supérieur ou égal à 900 000 m<sup>3</sup> ;</li> <li>b) supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m<sup>3</sup> ;</li> <li>c) supérieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.</p>	<p>La quantité de matières, produits ou substances combustibles est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- zones stockage de l'atelier de production : quantité d'étiquette, plastiques, palettes bois est de 6 tonnes ;</li> <li>- bâtiment de stockage: quantité de boîtes plastiques, couvercles, films, gaines housseuses et de cartons est de 140 tonnes.</li> </ul> <p>Soit une quantité totale de 146 tonnes sur le site.</p>

4331-3	NC	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>3. supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC)</p>	La quantité susceptible d'être stockée est de 2 tonnes.
1530-2	NC	<p>Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>2. supérieure à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m<sup>3</sup> (D)</p>	La quantité susceptible d'être stockée est de 70 m <sup>3</sup> de carton dans le bâtiment de stockage.
1532-2-b	NC	<p>Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) supérieur à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup> (D)</p>	<p>Le volume susceptible d'être présent est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 44 m<sup>3</sup> dans l'atelier (300 palettes)</li> <li>- 360 m<sup>3</sup> en extérieur (2500 palettes)</li> </ul> <p>Soit un volume total de 404 m<sup>3</sup></p>

2910-A-2	NC	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)</p>	2 chaudières alimentées en gaz de puissance thermique unitaire 498 kW dont une seule fonctionne.
1185-2-a	NC	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension ;</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)</p>	<p>La quantité de fluide dans les équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg est de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- R407C: 28,5 kg</li> <li>- R410A: 18,6 kg</li> </ul> <p>Soit un total de 47,1 kg</p>

(1)

A : régime de l'autorisation

E : régime de l'enregistrement

DC : régime de la déclaration avec contrôle périodique

D : régime de la déclaration

NC : non classé

### Article 3 – Consommations d'eau

Le tableau présent à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2010 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel	Prélèvement maximal Journalier
WORMHOUT	12 250 m <sup>3</sup>	70 m <sup>3</sup>

### Article 4 – Déchets

L'article 5.1.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2010 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Code déchets annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement	Catégorie déchets annexe II de l'article R. 541-8 du CE	Nature du déchet	Code filière selon annexe 1 et II de la directive 2008/98/CE
8 janvier 2011*	Déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	Rebuts de fabrication de peinture aqueuse	R12
8 janvier 2012	Déchets de peintures ou vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 11*	Rebuts de fabrication de peinture aqueuse	R12
8 janvier 2016	Boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 15*	Eaux souillées (eaux noires et boues de curage des fosses, eaux de nettoyage des cuves)	D9 ou R12
08 01 20	Suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 19*	Eaux souillées (eaux noires et eaux de curage des fosses, eaux de nettoyage des cuves)	D9 ou D13
08 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs	Eaux souillées	D9 ou D13 ou R12
15 01 02	Emballages en matières plastiques	Emballage plastique Conteneurs et fûts plastiques	R13
15 01 04	Emballages métalliques	Déchets métalliques et d'emballages métalliques	R4
15 01 06	Emballages en mélange	Emballage en mélange : carton, plastique	R12

15 01 10*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	Emballages métalliques souillés ou emballages plastiques souillés	R3 ou R12
15 02 02*	Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	Absorbants souillés	R12
16 03 03*	Déchets d'origine minérale contenant des substances dangereuses	Résidus de poudres minérales/résines	R12
16 03 05*	Déchets d'origine organique contenant des substances dangereuses	Déchets de matières premières	R12
16 03 06	Déchets d'origine organique autre ceux visés à la rubrique 16 03 05*	Déchets de matières premières	D13 ou R12
16 07 99	Déchets non spécifiés ailleurs	Eaux blanches	D9 ou R12
17 04 05	Fer et acier	-	R4
20 01 01	Papier et carton	-	R12
20 01 39	Matières plastiques	-	R12 ou D5
20 03 01	Déchets municipaux en mélange	Déchets industriels banals Déchets ménagers et assimilés	R12
13 05 02*	Boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	Boues et hydrocarbures	R12
08 01 11*	Déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	Rebuts de fabrication de peinture aqueuse	R12
08 01 12	Déchets de peintures ou vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 11*	Rebuts de fabrication de peinture aqueuse	R12

#### Article 5 – Niveaux limites de bruits

Le tableau de l'article 6.2.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2010 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

PÉRIODES		PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore admissible	Limite a Limite b Limite c	60 dB (A) 70 dB (A) 55 dB (A)	55 dB (A) 60 dB (A) 45 dB (A)



## Article 6 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

## Article 7 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20 003 – 59 039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de la Défense – 92 055 LA DÉFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62 039, 59 014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 8 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de WORMHOUT ;
- du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de WORMHOUT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le 13 FEV. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

